

## Les lettres d'actualité – Etats-Unis

# Faits marquants US - Écologie, Développement durable, Énergie et Transports

#2021-02

Par Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

Le 15 janvier 2021

## SOMMAIRE

### ÉCOLOGIE – CLIMAT

- *L'équipe climat à la Maison Blanche se précise*
- *La banque, l'assurance, et la finance ont un rôle crucial à jouer pour le climat*
- *Le centre de l'échiquier politique probablement décisif sur le climat*

### TRANSPORT

- *Les autorités fédérales imposent un test viral négatif pour les vols vers les Etats-Unis*
- *Les Démocrates ambitionnent de renforcer les investissements dans les infrastructures propres*
- *Stratégie véhicule autonome du Département des Transports américain*

### ÉNERGIE

- *De nouveaux standards pour les nouveaux gisements dans le secteur Oil & Gas*
- *L'énergie éolienne dépasse le charbon dans la production d'électricité au Texas*
- *Le groupe français Total quitte le premier lobby pétrolier américain*

## AGENDA

20 janvier 2021 : Prestation de serment de Joe Biden comme 46<sup>ème</sup> Président des Etats-Unis

## ÉCOLOGIE - CLIMAT

### ***L'équipe climat à la Maison Blanche se précise***

Le président élu Joe Biden a annoncé la liste des personnalités choisies pour le nouveau « bureau climat » de la Maison Blanche.

David Hayes sera l'assistant spécial de M. Biden en matière de politique climatique. Il a été secrétaire d'État adjoint à l'intérieur sous Obama et Clinton. Il est aujourd'hui directeur exécutif du *State Energy and Environmental Impact Center*, qui a aidé les États à contester les réglementations environnementales de l'administration Trump.

Maggie Thomas sera la cheffe de cabinet des affaires intérieures. Elle a été directrice politique du groupe *Evergreen Action*, spécialisé dans le climat. Précédemment, elle a conseillé la sénatrice Elizabeth Warren (D-Mass.) et le Gouverneur Jay Inslee (Washington) sur les politiques climatiques.

Sonia Aggarwal sera la conseillère principale pour la politique climatique et l'innovation. Elle a cofondé le groupe de réflexion *Energy Innovation*. Elle dirige le programme de recherche mondial de la ClimateWorks Foundation.

Jahi Wise sera le conseiller principal pour la politique climatique et la finance. Il était le directeur politique de la Coalition *Green Capital*, incitant les investissements vers les énergies propres et leurs infrastructures.

Cecilia Martinez sera directrice principale pour la justice environnementale. Cecilia Martinez est co-fondatrice du *Center for Earth, Energy and Democracy*.

Jeff Marootian en tant qu'assistant spécial du président pour le choix du personnel des agences climatiques et scientifiques. Marootian est aujourd'hui directeur du département des transports du district de Columbia. Il a été auparavant agent de liaison entre le Département du Transport et la Maison Blanche sous l'ère Obama.

L'équipe de Joe Biden indique que le rôle de ce groupe de personnalités et d'aider à coordonner la politique climatique fédérale au sein du gouvernement, depuis la Maison Blanche, pendant que les ministères et les agences utiliseront leurs compétences spécifiques pour rédiger les nouveaux règlements, attribuer les subventions et les prêts dans leurs différents domaines de compétences ([E&E](#)).

### ***La banque, l'assurance, et la finance ont un rôle crucial à jouer pour le climat***

Les secteurs de la banque, des assurances et de la finance devraient prêter, investir et assurer des milliards de dollars pour lutter contre le changement climatique. Selon l'analyse de [Politico](#), cela leur donne un poids très important dans le débat au moment même où les démocrates intensifient leur examen du rôle tenu par Wall Street dans le réchauffement climatique.

Les associations les plus influentes du secteur se font à présent entendre davantage sur le changement climatique puisque l'administration Biden prévoit d'en faire une priorité absolue.

Selon toute vraisemblance, les législateurs démocrates et l'administration Biden devraient imposer aux institutions financières de nouvelles règles, notamment la divulgation obligatoire de leurs expositions et de leurs contributions aux risques climatiques.

Les groupes représentant les principaux acteurs de ces secteurs affirment que les futures exigences réglementaires devraient être "proportionnées, fondées sur le risque, établies par consultation et basées sur une analyse solide des données".

Les décideurs politiques du monde entier sont aujourd'hui préoccupés par les dangers que la hausse des températures et les catastrophes naturelles font peser sur les résultats des sociétés financières. Certains d'entre eux craignent la possibilité que des acteurs importants de chacun de ces secteurs puissent subir des pertes déstabilisantes au moment où les gouvernements souhaitent passer à une économie décarbonée. Cette transition nécessite des afflux de capitaux sans précédent pour irriguer de nombreux secteurs économiques. En novembre, la Fed a pointé le changement climatique comme une menace potentielle pour la stabilité du système financier. C'était la première fois que cette institution le faisait de façon officielle.

Les secteurs de la banque, des assurances et de la finance conviennent qu'ils ont un rôle important à jouer. Néanmoins, leurs représentants indiquent qu'il faut prendre soin de distinguer l'objectif de stabilité financière et d'autres objectifs économiques et sociaux plus larges.

### ***Le centre de l'échiquier politique probablement décisif sur le climat***

Le Sénat étant divisé à 50-50 et le vote décisif devant être confié à la vice-présidente élue, Kamala Harris, les analystes de Bloomberg considèrent que les démocrates vont devoir s'appuyer sur les modérés de chacun des partis au centre, afin de concrétiser leur leadership malgré une marge aussi étroite. Sur les questions d'énergie et d'environnement, les positions extrêmes du spectre politique, que ce soit du côté démocrate ou républicain, ne pourront pas obtenir gain de cause. Les résultats des élections indiquent finalement qu'il n'y a pas de majorité en faveur du Green New Deal, mais aussi que les climato-sceptiques n'ont pas gagné la bataille. ([Bloomberg](#)).

### ***Le chiffre de la semaine : 30%***

Les dommages causés par les inondations aux États-Unis ont augmenté de 30 % en 30 ans. Une [étude](#) publiée cette semaine par *Proceedings of the National Academy of Sciences* indique que de 1988 à 2017, le total des dommages causés par les inondations s'est élevé à \$200 Mds. Sur ce montant, l'étude indique que l'intensification des précipitations serait responsable d'un total de \$75 Mds, soit plus d'un tiers des dommages. Cette étude met en évidence l'effet du changement climatique et son surcoût ([E&E](#)).

## TRANSPORT

### **Les autorités fédérales imposent un test virologique négatif pour les vols vers les Etats-Unis**

Les Centres américains de contrôle et de prévention des maladies (CDC) ont publié le 12 janvier une nouvelle directive ([Requirement for Proof of Negative COVID-19 Test Result or Recovery from COVID-19 for All Airline Passengers Arriving into the United States](#)) exigeant que tous les passagers internationaux, âgés de 2 ans ou plus, embarquant sur des vols vers les Etats-Unis disposent d'un test COVID-19 négatif (test virologique de type PCR ou antigénique) réalisé dans les trois jours calendaires précédant le vol, ou d'une preuve de rétablissement de la maladie. Les passagers devront également être munis d'une attestation se rapportant à ces obligations. A défaut de pouvoir présenter ces pièces, les compagnies aériennes refuseront l'embarquement aux passagers. Cette exigence entrera en vigueur le 26 janvier 2021 pour une durée indéterminée. En complément, les CDC maintiennent leur recommandation de réaliser un second test 3 à 5 jours après l'arrivée et de s'isoler durant sept jours, précisant que les tests avant et après le voyage constituent une composante essentielle pour ralentir l'introduction et la propagation de COVID-19. Ces nouvelles exigences n'entraînent pas de modifications sur les restrictions d'accès au territoire américain pour les voyageurs en provenance d'Europe prises par [proclamation](#) présidentielle du 11 mars 2020.

### **Vers un renforcement de l'investissement dans les infrastructures propres**

En gagnant la majorité au Sénat grâce aux victoires acquises lors des deux seconds tours des élections sénatoriales en Géorgie le 5 janvier dernier, les Démocrates auront à partir du 20 janvier, pour la première fois depuis 2010, le contrôle de la Maison Blanche et du Congrès, ouvrant la voie à un plan d'investissement dans les infrastructures qui donnerait la priorité à la lutte contre le changement climatique et aux énergies décarbonées. "Nous allons proposer une législation ambitieuse pour combattre la crise climatique en investissant dans des infrastructures et des industries propres, ce qui créera des millions de bons emplois pour les Américains, quel que soit leur code postal", a indiqué le 21 janvier le nouveau leader de la majorité démocrate au Sénat Chuck Schumer (D-NY). Le *Moving Forward Act* ([H.R. 2](#)), le projet de loi sur les infrastructures de 1 500 milliards de dollars (sur 5 ans) qui avait été adopté par la Chambre des Représentants en juillet 2020, mais qui n'avait pas été examiné par le Sénat contrôlé par une majorité républicaine, pourrait constituer un point de départ potentiel pour un futur projet de loi sur les infrastructures. Porté par Peter DeFazio (D-OR), Président démocrate de la commission Transport et

infrastructures de la Chambre, le *Moving Forward Act* ([fact sheet](#)) mettait l'accent sur l'environnement, la résilience des infrastructures et la lutte contre le changement climatique, en proposant notamment 100 milliards de dollars pour les transports publics, le triplement du financement de la compagnie ferroviaire nationale Amtrak, et en donnant priorité pour les routes à la maintenance de l'existant. ([E&E news](#))

### **Stratégie véhicule autonome du DOT**

Le Département des Transports a publié le 11 janvier un plan présentant sa stratégie globale d'action pour soutenir le développement et l'intégration des technologies pour véhicules autonomes routiers intitulé [USDOT Automated Vehicles Comprehensive Plan](#). Fondé sur le document publié en début d'année dernière AV 4.0 ([Ensuring American Leadership in Automated Vehicle Technologies: Automated Vehicles 4.0, qui définissait l'approche du gouvernement fédéral des Etats-Unis pour le développement de ces technologies](#)), le nouveau plan définit trois objectifs: (i) promouvoir la collaboration et la transparence en renforçant le partage d'informations entre les différentes parties prenantes, notamment sur les capacités et les limites de ces technologies; (ii) moderniser l'environnement réglementaire en supprimant les barrières réglementaires non nécessaires pour la conception des véhicules, leur exploitation, et en développant des cadres permettant d'évaluer la sécurité et les performances des technologies ; et (iii) préparer le système de transport national en renforçant les activités R&D pour évaluer et intégrer en toute sécurité les technologies ADS au système de transport.

### **Le chiffre de la semaine : 13 000 Mds USD**

Il s'agit du montant d'investissements qui seront nécessaires dans les infrastructures (incluant routes, ferroviaire, aéroports, fluvial, maritime, transports collectifs, approvisionnement en eau, eaux usées, assainissement, énergie) entre 2020 et 2039 d'après le dernier rapport [Failure to Act: Economic impacts of status quo investment accross infrastructure systems](#) de l'*American Society of Civil Engineers* (ASCE). En comparant ces besoins aux niveaux de financement constatés actuellement, l'ASCE évalue le déficit de financement à plus de 2 600 Mds USD sur 2020-2029, et à 5 600 Mds USD sur 2020-2039. Les secteurs contribuant le plus à ce déficit sont les transports de surface et les réseaux d'eau. Ces défauts d'investissement dans les infrastructures pourraient coûter selon l'ASCE en moyenne 3 300 USD par an à chaque ménage américain entre 2020 et 2039, et représenter une perte cumulée de produit intérieur brut de 10 000 Mds USD, et 23 000 Mds USD de baisse d'activité économique pour les entreprises.



## ÉNERGIE

***De nouveaux standards pour les nouveaux gisements dans le secteur Oil & Gas***

La demande mondiale en gaz naturel devrait augmenter de 30 % d'ici 2040. Des réflexions naissent pour utiliser ces ressources, tout en satisfaisant les attentes sur la neutralité carbone.

La piste évoquée par [Financial Times](#) est de faire de la réduction des émissions un élément standard de tous les nouveaux gisements. Certains pays incluent déjà la décarbonation dans la gestion de leurs actifs énergétiques ou des critères d'intensivité carbone pour leurs approvisionnements.

Le captage et le stockage du carbone (CSC) semble rentable. Selon l'endroit, le coût du CSC peut descendre à \$15 la tonne de CO2 stockée, soit à peu près la tarification du carbone de certains systèmes d'échange ou encore des prix comparables à la compensation par reforestation.

Cependant les coûts initiaux du CSC sont trop élevés pour qu'une seule entreprise puisse les supporter. Selon le Financial Times, les gouvernements ont intérêt à mettre en place des incitations en faveur des infrastructures CSC. En échange de ces incitations, ils seraient en droit d'exiger des entreprises énergétiques qu'elles mettent ces infrastructures à disposition d'autres secteurs très émetteurs, comme ceux de l'acier et du ciment.

Rentabiliser les sites de CSC, par leur mise en commun, pourrait être crucial pour la compétitivité, la rentabilité voire la survie des industries dans un avenir où les prix du CO2 devraient s'élever et les taxes d'ajustement carbone à la frontière s'établir.

La création de centres communs de CSC pourrait être une première étape dans la mise en place d'un secteur du stockage de CO2. Dans un « bas-carbone », la capacité de stockage géologique du CO2 pourrait devenir un atout très précieux et faire l'objet d'échanges internationaux.

***L'énergie éolienne dépasse le charbon dans la production d'électricité au Texas***

Le Texas est de loin le plus grand État producteur d'électricité des USA. Les éoliennes ont produit près d'un quart de son électricité en 2020, devant le charbon (18 %), mais derrière le gaz (40%).

Le Texas est à l'avant-garde de la construction d'éoliennes aux USA. Il a attiré des dizaines de milliards de dollars au cours de la dernière décennie. L'augmentation des investissements et la création d'emplois ont aidé les énergies renouvelables à gagner le soutien des politiques de l'État, bien qu'il soit le bastion du secteur de l'Oil&Gas.

L'éolien, le solaire et les batteries combinés représentent 95 % des nouvelles capacités de production que les promoteurs ont proposé de connecter au réseau dans les années à venir ([Financial Times](#)).

***Le groupe français Total quitte le premier lobby pétrolier américain***

La société Total a déclaré qu'elle ne renouvellerait pas son adhésion à l'American Petroleum Institute (API) en 2021 après avoir examiné les positions du lobby sur le climat, les décrivant comme "partiellement alignées" avec les siennes.

Dans ses raisons de quitter le groupe, Total a cité le soutien de l'API aux déréglementations américaines sur les émissions de méthane, ainsi que ses opinions sur la tarification du carbone.

En 2020, Total a annoncé des plans de réduction de ses émissions de CO2, dans le but d'atteindre un niveau d'émissions nettes nul pour ses activités et produits vendus en Europe avant 2050.

Ce retrait met en évidence un fossé grandissant entre les entreprises européennes du secteur de l'énergie, qui ont accéléré leurs plans de réduction d'émissions et leurs diversifications dans les renouvelables, et leurs rivales américaines Exxon Mobil et Chevron, qui résiste à la pression croissante des investisseurs pour se diversifier ([Reuters](#)).

***Le chiffre de la semaine : 70 %***

Le gouverneur de New York, Andrew Cuomo (D), a annoncé cette semaine la plus importante attribution de contrats d'éolien-offshore jamais réalisée par un État américain. Ce contrat prévoyant l'installation de 2500 MWe doit participer à l'objectif de couvrir 70 % des besoins énergétiques de l'État par des sources renouvelables d'ici 2030 ([E&E](#)).

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional des États-Unis.

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication. Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie et des Finances.

**Editeur :**

Service Économique Régional des États-Unis  
Ambassade de France aux États-Unis  
4101 Reservoir Road, Washington, DC 20007  
[www.frenchtreasuryintheus.org](http://www.frenchtreasuryintheus.org)

**Articles rédigés par :** Jérôme Vouland et Alexandre Damiens

**Revus par :** Jonathan Gilad

**Date de parution :** 15 janvier 2021

**Abonnement/désabonnement :** [par email](#)